

ZOOM SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2017

LE RÉSULTAT DU CA

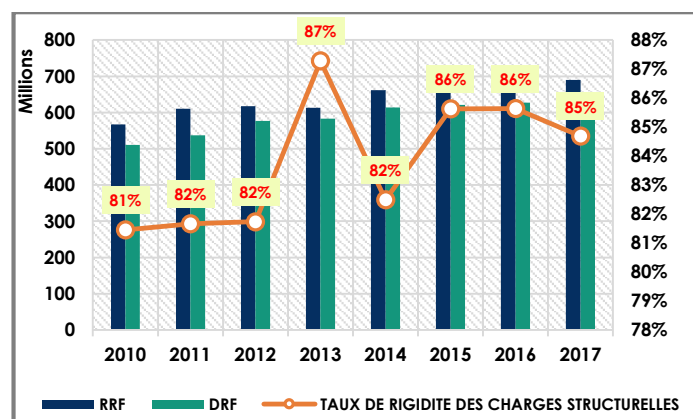
Le Compte administratif 2017 présente un **résultat** de 52,7 M€ contre 50,8 M€ en 2016.

Le **fonds de roulement** (qui représente le solde entre les résultats antérieurs reportés et l'exécution de l'exercice clôturé au Compte administratif) s'élève à 87,1 M€ à la fin 2017.

LE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement progressent de 3% en 2017, après 1% en 2016. Les recettes de fonctionnement affichent une amélioration par rapport à l'année précédente (+2%), mais d'ampleur comparable (+8,3 M€ en 2016 et 2017). Ces évolutions ont conduit un recul de l'épargne brute en 2017 (-7,1 M€).

Évolution des recettes et des dépenses réelles de fonctionnement



DÉPENSES COURANTES DE FONCTIONNEMENT

(633,1 M€ EN 2017 CONTRE 617,9 M€ EN 2016)

DÉPENSES D'INTERVENTION (417,6 M€)

Les dépenses d'action sociale et d'insertion progressent à rythme moins soutenu (+1% en 2017) que l'année précédente (après +2% en 2016).

Les **prestations versées au titre du RSA** (263,9 M€ en 2017) sont en recul de 2%. Les autres allocations de solidarité s'élèvent à 42,5 M€ pour l'APA, 24,1 M€ versés pour les **personnes handicapées (ACTP/PCH)**, 3,1 M€ pour l'**enfance et la famille**.

Les autres dépenses d'intervention comprenant les **frais d'hébergement et de séjour** progressent de 5% et atteignent 80,4 M€ (dont 9,8 M€ pour la **prévention spécialisée**) en 2017.

MOYENS DE SERVICES (136,2 M€)

Les **charges de personnel** (111,4 M€) correspondent aux dépenses liées au **personnel départemental** (90,9 M€) et aux **assistantes familiales** (20,5 M€).

Les **autres moyens des services** (24,7 M€) comprennent les charges externes (20,1 M€), les achats (1,9 M€) ainsi que les impôts et taxes (2,7 M€).

Ces dépenses reculent sur la période (-10% en 2017, après +1% en 2016).

CONTINGENTS, PARTICIPATIONS ET SUBVENTIONS (74,2 M€ EN 2017)

En 2017, ces dépenses enregistrent une croissance de 18% et s'élèvent à 74,2 M€.

Les dépenses liées aux **contingents (29,8 M€)** concernent la **participation SDIS** (23,1 M€), le **contingent fonctionnement des collègues** (5 M€) et les **contributions à divers fonds** (1,4 M€).

Les **participations (21,1 M€)** comprennent notamment les **contrats d'insertion** représentant 5,1 M€ en 2017. Les **autres participations** (16 M€) regroupent essentiellement les crédits affectés au personnel DDE transféré (5,9 M€), le service d'aide éducative en milieu ouvert (AEMO, 3,7 M€) et les actions d'insertion dans le cadre du PDI (7,8 M€).

Les crédits alloués aux **subventions de fonctionnement** s'élèvent à 23,3 M€ en 2017.

AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

(20,4 M€ EN 2017 CONTRE 11,9 M€ EN 2016)

Ces dépenses concernent essentiellement :

les **charges financières** (2,6 M€) correspondant au paiement des intérêts de la dette ;

les **charges exceptionnelles** (11,3 M€) dont 1,1 M€ pour la gestion de Beauport.

RECETTES COURANTES DE FONCTIONNEMENT

(666,7 M€ EN 2017 CONTRE 670 M€ EN 2016)

RESSOURCES FISCALES (472,0 M€)

Fiscalité directe (131,9 M€)

Elle se compose du **produit de la taxe foncière** (94,3 M€), du **produit des impositions économiques** (CVAE, IFER, 12,5 M€), du versement du **FNGIR** (6,2 M€), des **frais de gestion de la TFPB** (16,7 M€) et du **Fonds de péréquation de la CVAE** (0,9 M€).

Au total, la fiscalité directe (131,9 M€) représente 20% des recettes réelles de fonctionnement et diminue de 6% par rapport à 2015.

Fiscalité indirecte (340,1 M€)

Le dynamisme des **taxes indirectes** (340,1 M€ en 2017) s'explique par la croissance des droits de mutations, la taxe sur les carburants, les fonds de péréquation et la taxe sur les tabacs (+10 M€ en 2017).

Ces taxes comprennent la **taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** (TIPCE, 182 M€), la **taxe sur les carburants** (TSC, 31,3 M€), les **droits de mutation** (22,2 M€), la **Taxe sur les conventions d'assurance** (TSCA, 40,8

M€), la **Taxe sur les tabacs** (29,1 M€), les **fonds de péréquation DMTO** (28,4 M€), les **autres taxes indirectes** (6,3 M€).

RESSOURCES INSTITUTIONNELLES (185,0 M€)

Les dotations en provenance de l'État (185,0 M€ en 2017) diminuent à nouveau (-1% en 2017), en raison de la contribution au redressement des finances publiques.

Les ressources institutionnelles concernent :

La **Dotation globale de fonctionnement** (DGF, 121,8 M€ en 2017) qui se décompose de la dotation de compensation (70,4 M€), de la dotation forfaitaire (31,2 M€), de la dotation de fonctionnement minimale (DFM, 11,6 M€) et de la dotation de péréquation urbaine (DPU, 8,7 M€).

La **Dotation globale de décentralisation** (DGD) correspond au concours de l'État au titre des compétences transférées et se chiffre à 8,8 M€.

Les fonds versés par **Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie** (CNSA, 22,9 M€ en 2017) comprennent l'Allocation personnalisée d'autonomie (17,3 M€), la Prestation de compensation du handicap (4,4 M€), la dotation versée au titre de Maison départementale des personnes handicapées (MDPH, 0,7 M€) et la DCF/part prévention pour un montant de 0,6 M€.

Les dotations de **péréquation et de compensations fiscales** (25,7 M€ en 2017) englobent les allocations compensatrices (8,0 M€), le Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI, 10,1 M€), la dotation de compensation de la réforme de la TP (DCRTP, 7,4 M€), les autres compensations (0,2 M€).

RESSOURCES D'EXPLOITATION (9,7 M€)

Ce poste regroupe les **produits des services du domaine et les autres produits d'activité** (recouvrement d'aide sociale, baux ruraux,...). Ces ressources s'élèvent à 9,7 M€ en 2017.

AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

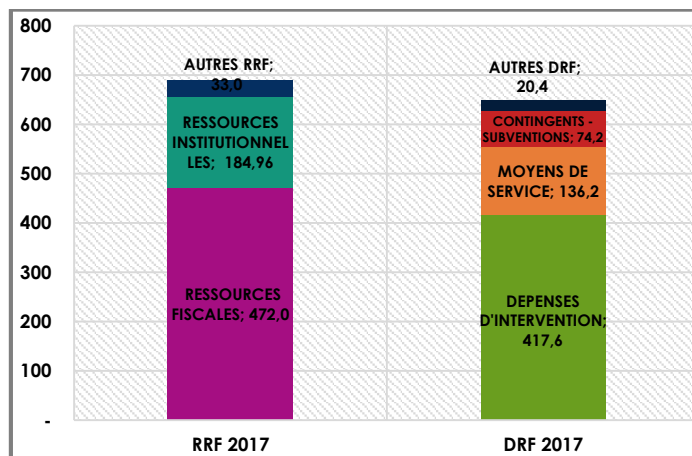
(23,0 M€ EN 2017 CONTRE 5,4 M€ EN 2016)

Les **autres recettes de fonctionnement** s'établissent à 23 M€ en 2017 contre 5,4 M€ en 2016.

Elles se répartissent ainsi :

Les **produits exceptionnels** s'élèvent à 18,8 M€ et les **produits financiers** représentent 0,03 M€.

Les **reprises sur provisions** s'élèvent à 4,2 M€ en 2017 (dont 1,7 M€ pour les prêts d'honneur).



L'AUTOFINANCEMENT

ÉPARGNE DE GESTION (33,6 M€)

L'épargne de gestion recule de 18,4 M€ et atteint 33,6 M€ (après +19% en 2016 et -23% en 2015).

ÉPARGNE BRUTE (41,3 M€)

L'épargne brute (solde de la section de fonctionnement) enregistre une réduction de 15% et s'élève à 41,3 M€.

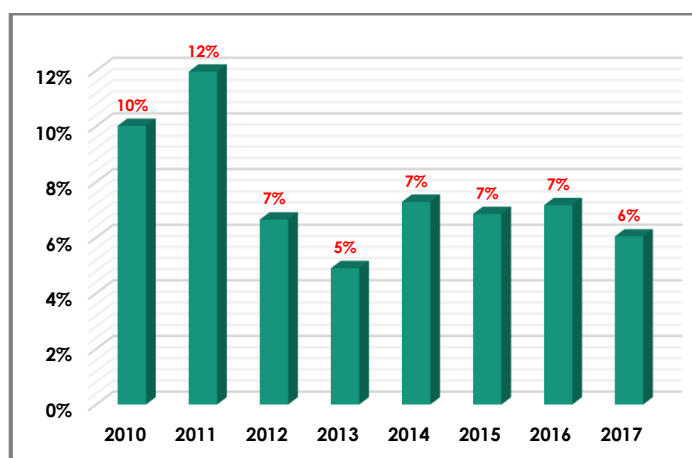
Toutefois, la Collectivité n'est parvenue qu'à dégager une marge de 6% (7,2% en 2016) sur son fonctionnement pour financer l'investissement.

ÉPARGNE NETTE (28,9 M€)

L'épargne nette diminue de 21% pour atteindre 28,9 M€ en 2017.

Le **coefficient d'autofinancement courant** est inférieur (96%) à 100% ce qui signifie que le Département parvient à dégager des ressources pour l'investissement.

Évolution du taux d'épargne



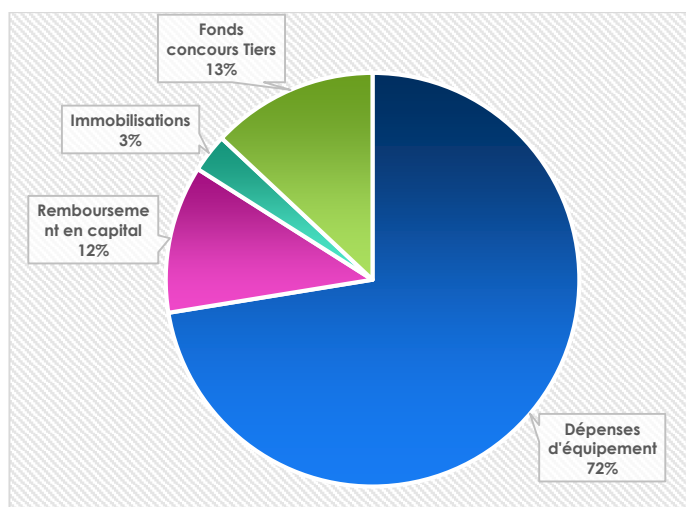
L'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement hors dette progressent de 8% pour atteindre 94,8 M€ en 2017. Ces dépenses sont financées à hauteur de 67% par l'autofinancement et 30% par les recettes d'investissement. Le recours à l'endettement intervient à hauteur de 23%.

**UN EFFORT D'INVESTISSEMENT SATISFAISANT
(107,2 M€ EN 2017 CONTRE 99,8 M€ EN 2016)**

En 2017, les dépenses réelles d'investissement atteignent un volume de 107,2 M€. Le Département renforce son effort d'équipement par rapport à 2016.

Structure dépenses réelles d'investissement



DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT (77,6 M€)

L'effort d'équipement est destiné principalement à l'équipement des **collèges** (27 M€) et à l'**aménagement du territoire** (routes (18,9), ports (2 M€), aéroports (0,3 M€), équipements ruraux (14,9 M€)) pour un montant de 36,2 M€.

FONDS DE CONCOURS AUX TIERS (13,9 M€)

En 2017, les **aides apportées aux autres tiers** atteignent 8,6 M€ (aide à l'amélioration de l'habitat prioritaire, subvention d'équipement du SDIS) et celles dédiées **aux communes et structures intercommunales** se chiffrent à 5,3 M€.

Au total, les fonds de concours aux tiers s'élèvent à 13,9 M€ (contre 14,2 M€ en 2016) et reculent de 2% par rapport à l'année précédente.

IMMOBILISATIONS (3,2 M€)

Les **immobilisations financières** qui regroupent les prêts d'honneur, les titres de participation et autres prêts. Elles se chiffrent à 1,8 M€ en 2017.

Les immobilisations incorporelles (frais d'études et d'insertion, concessions licences et brevets) s'élèvent à 1,4 M€ en 2017.

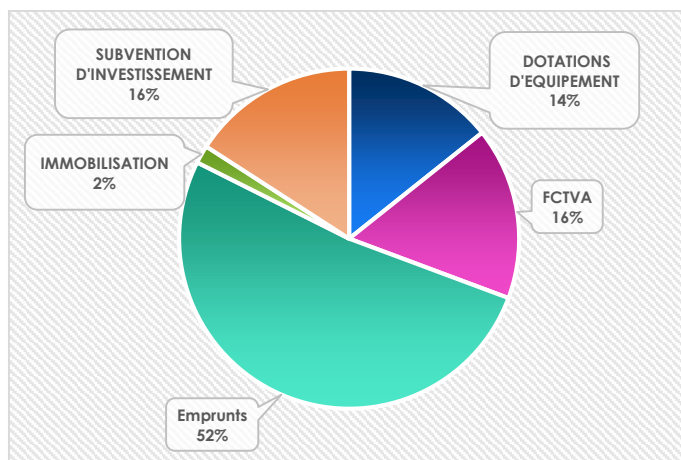
REMBOURSEMENT EN CAPITAL DE LA DETTE (12,4 M€)

Le montant consacré au **remboursement du capital de la dette** s'élève à 12,4 M€ en 2017. Il correspond à 12% des dépenses d'investissement.

**LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT
(66,6 M€ EN 2017 CONTRE 41,2 M€ EN 2016)**

Les recettes d'investissement s'élèvent en 2017 à 66,6 M€ soit une hausse de 62% par rapport à 2016 (41,2 M€). Cette évolution s'explique par l'accroissement des subventions d'équipement et de l'endettement.

Structure recettes réelles d'investissement



RECETTES D'INVESTISSEMENT DIRECTES (66,6 M€)

Dotations d'équipement (9,6 M€)

Ce poste comprend la **dotation globale d'équipement** (1,8 M€) et la **dotation départementale d'équipement des collèges** (7,7 M€).

Fonds de compensation de la TVA (10,9 M€)

Le **fonds de compensation de la TVA** atteint un montant de 10,9 M€. Le fonds restitue la TVA acquittée sur les dépenses d'équipement réalisées deux ans auparavant et le taux de compensation forfaitaire est de 16,404%.

Subventions d'équipement (10,6 M€)

Ces **subventions d'équipement** proviennent essentiellement des fonds européens (1,7 M€), de l'État (3,8 M€) et autres structures (5,1 M€).

EMPRUNTS (34,4 M€)

En 2017, le **montant mobilisé par le Département s'élève à environ 34,4 M€**, correspondant à deux contrats de prêt réalisés auprès de la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDC) pour une enveloppe de 14,4 M€ et l'Agence Française de Développement (AFD) pour un montant de 20 M€.

DONNEES FINANCIERES DU COMPTE ADMINISTRATIF

en M€	2015	2016	Var 16/15	2017	Var 17/16
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	667,1	675,4	1%	689,7	2%
RESSOURCES FISCALES	459,5	473,6	3%	472,0	0%
CONTRIBUTIONS DIRECTES	110,8	117,1	6%	106,8	-9%
FISCALITE REVERSEE	22,7	23,1	2%	25,1	8%
TAXES INDIRECTES	326,0	333,3	2%	340,1	2%
RESSOURCES INSTITUTIONNELLES	189,4	187,6	-1%	185,0	-1%
DOTATION DE FONCTIONNEMENT	140,1	135,5	-3%	130,7	-4%
DOTATIONS CNSA	20,3	23,1	14%	22,9	-1%
PEREQUATION ET COMPENSATIONS FISCALES	26,8	26,8	0%	25,7	-4%
AUTRES DOTATIONS	2,2	2,1	-2%	5,7	168%
AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	18,1	14,3	-21%	32,7	129%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	621,4	627,0	1%	648,4	3%
DEPENSES D'INTERVENTION	407,7	415,4	2%	417,6	1%
AIDES A LA PERSONNE	70,1	69,6	-1%	73,2	5%
FRAIS DE SEJOUR ET HEBERGEMENT	83,3	76,5	-8%	80,4	5%
INSERTION	254,3	269,2	6%	263,9	-2%
MOYENS DE SERVICES	136,8	137,0	0%	136,2	-1%
DEPENSES DE PERSONNEL	106,7	109,5	3%	111,4	2%
ACHATS ET CHARGES EXTERNES	26,9	25,5	-5%	22,0	-13%
IMPÔTS ET TAXES	3,2	2,1	-34%	2,7	31%
PARTICIPATIONS, CONTINGENTS, SUBVENTIONS	67,1	62,7	-7%	74,2	18%
CONTINGENTS	28,8	29,1	1%	29,8	3%
PARTICIPATIONS	23,4	20,1	-14%	21,1	5%
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	15,0	13,6	-10%	23,3	72%
AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	9,7	11,9	23%	20,4	71%
CHARGES FINANCIERES	3,1	4,6	51%	2,6	-43%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3,1	3,6	14%	11,3	216%
CHARGES DIVERSES	3,5	3,7	6%	6,4	74%
ÉPARGNE	2015	2016	Var 16/15	2017	Var 17/16
EPARGNE BRUTE	45,7	48,4	6%	41,3	-15%
Taux d'épargne	6,8%	7,2%		6,0%	
EPARGNE NETTE	33,9	36,6	8%	28,9	-21%
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT hors dette	29,1	26,2	-10%	32,1	23%
DOTATIONS D'EQUIPEMENT	11,5	8,1	-29%	9,5	17%
FCTVA	12,2	12,3	1%	10,9	-11%
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	5,0	5,0	0%	10,6	110%
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0,5	0,8	63%	1,1	44%
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT hors dette	95,0	88,0	-7%	94,8	8%
DEPENSES D'EQUIPEMENT	68,0	67,3	-1%	77,6	15%
FONDS DE CONCOURS AUX TIERS	24,5	14,3	-42%	13,9	-2%
IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET INCORPORELLES	2,6	6,4	150%	3,2	-50%
ENDETTEMENT	2015	2016	Var 16/15	2017	Var 17/16
EMPRUNT	15,0	15,0	0%	34,4	130%
REMBOURSEMENT EN CAPITAL	11,8	11,8	0%	12,4	5%
FLUX NET DE DETTE	3,2	3,2	-1%	22,1	591%
ENCOURS AU 31/12	110,8	114,4	3%	136,5	19%
DETTE/HABITANT	275	285		341	
CAPACITE DE DESENDETTEMENT (en années)	2,4	2,4		3,3	
TAUX D'ENDETTEMENT	16,6%	17,0%		19,8%	
FISCALITE	2015	2016	Var 16/15	2017	Var 17/16
Taux voté de la TFPB	25,27%	25,27%		25,27%	
Taux moyen des départements	15,32%	15,44%		16,25%	
BASES IMPOSITIONS REELLES	353,9	365,9	3%	375,6	3%
TRESORERIE	2015	2016	Var 16/15	2017	Var 17/16
FDR AU 31/12	99,9	89,6	-10%	87,1	-3%
En nombre de jours de dépenses	50	45	-10%	44	-3%
RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF	2015	2016	Var 16/15	2017	Var 17/16
Résultat du CA	35,7	50,8	43%	52,7	4%